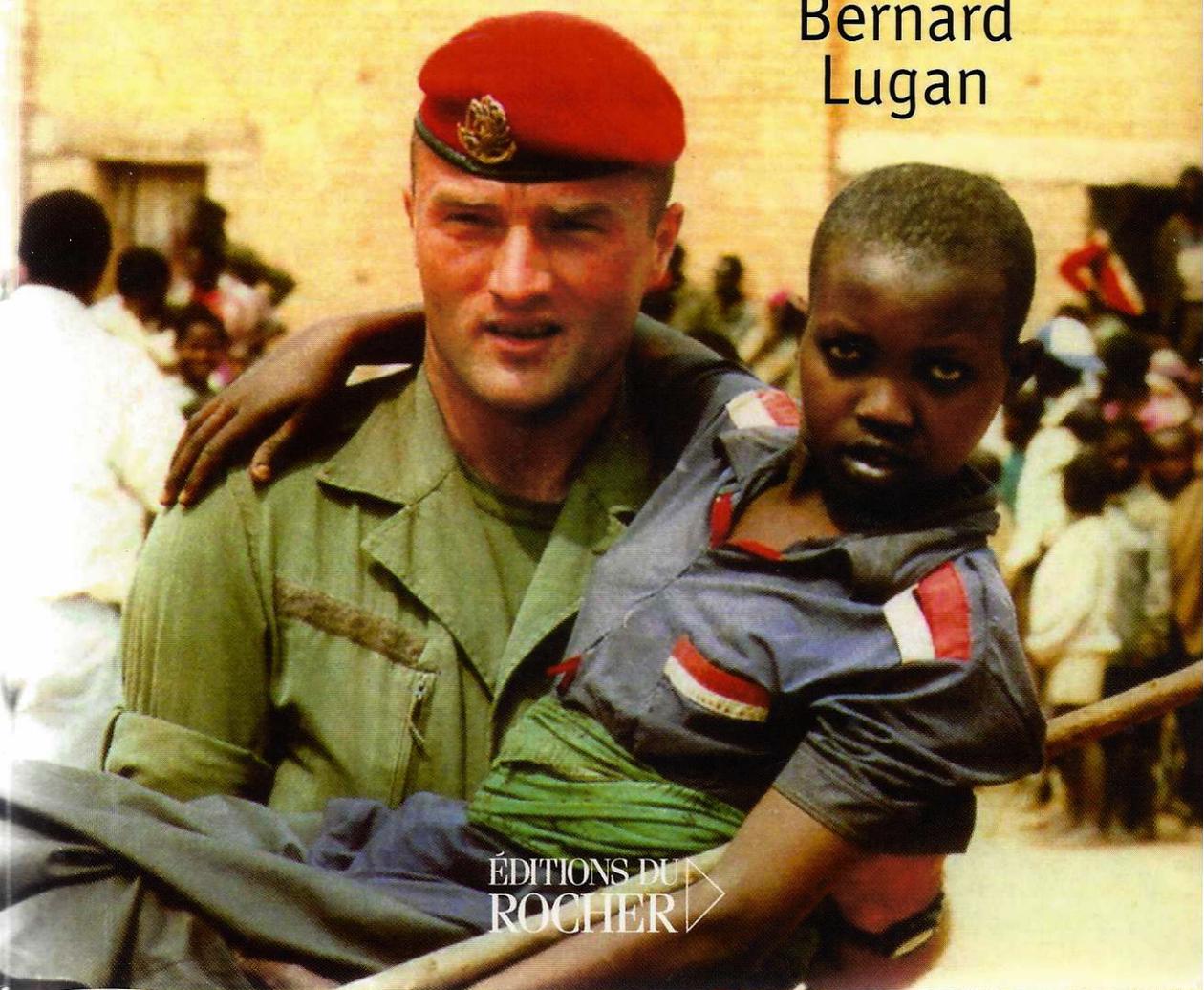


FRANÇOIS MITTERRAND, L'ARMÉE FRANÇAISE ET LE RWANDA

Bernard
Lugan



ÉDITIONS DU
ROCHER

pressions françaises et le nombre des manifestants qui étaient descendus dans la rue pour exiger le multipartisme. Ne reposant pas sur des élections, sa représentativité était donc sujette à caution ainsi que ses rapports de force internes.

Le 24 mai, à Kampala, un premier contact est établi entre ce gouvernement de coalition et le FPR. Puis, du 29 mai au 3 juin 1992, à Bruxelles, les partis d'opposition participant au nouveau gouvernement rencontrent une délégation du FPR. Du 6 au 8 juin une autre réunion se tient, à Paris cette fois.

Selon James Gasana, ministre rwandais de la Défense du mois d'avril 1992 au mois de juillet 1993, le processus qui va conduire à ce qu'il appelle la « catastrophe de 1994 » s'accélère alors car nombre de politiciens hutu des « partis démocratiques » vont utiliser le FPR contre le président Habyarimana :

« Certains sont convaincus qu'ils ont déjà gagné au plan politique, mais qu'ils avaient besoin d'une action militaire du FPR pour atteindre l'étape de formalisation de la victoire. Comme ils n'ont pas d'armée propre, ils ont besoin d'un dopage par le Front, pensant que, lors de la victoire, celui-ci, n'ayant pas de base politique propre, n'aura de choix que l'utilisation de leurs ressources politiques¹. »

Or, comme à chaque fois que cela est nécessaire à sa stratégie, le FPR n'hésite pas à montrer sa force. À partir du 5 juin, et alors qu'il semblait réussir à s'introduire enfin dans le jeu politique rwandais, il entreprend ainsi une série d'actions dans la zone de Byumba afin de conserver l'initiative mais d'abord pour provoquer la radicalisation des positions des uns et des autres. La politique du pire mise en évidence plus haut est donc définitivement choisie par lui.

L'attaque de Byumba

Les FAR ne peuvent contenir cette nouvelle attaque de l'APR. Comme lors des précédentes offensives, le président Habyarimana se tourne alors vers l'ambassadeur de France pour lui présenter une version orientée de la situation, lui demander une intervention militaire directe des troupes françaises

1. Gasana, J., *Rwanda, du parti-État à l'État-garnison*, Paris, 2002, p. 112. Sans l'action militaire du FPR, les oppositions auraient-elles obtenu les concessions (ou capitulations) successives du général Habyarimana ?

et pour réaffirmer le rôle de l'Ouganda dans le conflit. Georges Martres rend compte à Paris :

«Le président Habyarimana m'a appelé ce matin à 8 heures pour me faire connaître que le Front patriotique rwandais avait attaqué la ville de Byumba dans le cadre d'une action directe combinée avec des diversions latérales sur Mukono et Kazinga [carte p. 100]. Selon le président Habyarimana, il s'agit d'une offensive lancée par le président Museveni en liaison avec les négociations qui s'ouvrent aujourd'hui à Paris [...] (Martres, 5 juin 1992, ETR, II:159.)

N'étant pas dupe de ces explications et renseignements pris, deux jours plus tard, l'ambassadeur de France au Rwanda rédige une note de situation dans laquelle il écrit :

«Comme lors de la prise de Ruhengeri en janvier 1991, celle de Byumba a fait apparaître [...] des exagérations plus ou moins calculées pour susciter l'inquiétude et l'appui des pays occidentaux amis du Rwanda. Il n'y a eu ni attaque en force de l'armée ougandaise, comme me l'avait dit le président Habyarimana, ni invasion massive comme le laissait entendre le ministre de la Défense.» (Martres, 7 juin 1992, ETR, II:160.)

L'attaque sur Byumba provoque l'exode de centaines de milliers de paysans. Les FAR sont alors dépassées. Certaines unités se mutinent, notamment à Ruhengeri, Gisenyi, Kibuye et Byumba, pillant les magasins, agressant et tuant ceux qui leur résistent. L'APR, qui réussit à s'enfoncer sur une vingtaine de kilomètres de profondeur, va faire de cette région une « zone libérée ».

Face à la gravité de la situation, Paris grossit le dispositif Noroît. Un renfort fourni par le 8^e RPIMa arrive sur zone dans la nuit du 5 au 6 juin. Dans l'après-midi du 6 juin, une section Noroît du 2^e RIMa parvient à Byumba pour en évacuer les expatriés.

Du 11 au 16 juin, une mission d'évaluation vient faire le point de la situation militaire et de l'état des troupes gouvernementales. Les FAR sont en effet moralement abattues et les responsables rwandais attendent de la France une aide qui leur permettra de redresser la situation¹. Le général Rosier explique :

1. Le 9 juin, les deux chefs d'état-major des forces armées rwandaises et de la gendarmerie sont remplacés, respectivement par le colonel Nsabimana et le colonel Ndindiliyimana.

«En juin 1992, je suis chef de corps du 1^{er} RPIMa en instance de rejoindre le COS, nouvellement créé, en tant que chef des opérations. À ce titre, je participe, en qualité de “technicien”, à la mission d'évaluation conduite par le colonel Delort de l'EMA et à laquelle est associé le colonel Galinié (au titre de la Direction générale de la Gendarmerie nationale). Il ressort, avant tout, de cette mission que les FAR ne disposent pas d'une *puissance de feu* suffisante pour stopper les offensives APR, de *réserves* de manœuvre pour contre-attaquer dans les différents secteurs et d'un *encadrement* à la hauteur de la situation. Les conclusions de ce tour d'horizon sont présentées par le colonel Delort à l'EMA au retour. Quelques jours après, je suis désigné comme commandant des opérations au Rwanda¹.

Le 24 juin, avant son départ pour le Rwanda, le colonel Rosier reçoit des instructions orales de l'amiral Lanxade : Byumba ne doit pas tomber aux mains du FPR et cela afin de maintenir un équilibre entre les forces, toujours dans l'optique d'un règlement politique par la négociation et le partage du pouvoir. Redonnons la parole au général Rosier :

«Arrivé sur place au Rwanda, ma priorité n° 1 est de monter dans les plus brefs délais une batterie de 105 cédée par la France et servie par les FAR. Pour ce faire, je dispose des cadres d'une batterie du 35^e RAP à effectif de 25 hommes qui, en moins de deux semaines, réalisent la formation théorique et l'école de pièce au camp de Kanombe.

Le 8 juillet, doublée par les cadres français, la batterie rwandaise effectue son premier tir dans le secteur de Byumba. Nous n'en sommes alors qu'au stade de l'école à feu. Mais le niveau progresse rapidement car tous les jours la batterie est engagée dans l'un des trois secteurs opérationnels. Il en sera ainsi jusqu'au cessez-le-feu du 1^{er} août, date à laquelle les servants rwandais sont totalement autonomes. Dans des délais encore plus brefs, nous contribuerons à la mise sur pied de la 2^e batterie (122 D30 fournie par l'Égypte).

Ma priorité n° 2 est de constituer une réserve à l'échelon de chaque secteur. Avec le chef d'état-major des FAR, le colonel puis général Deogratias Nsabimana², nous convenons d'un plan de recrutement à cet effet³. »

1. Entretien avec le général Rosier.

2. Il trouvera la mort dans l'attentat contre l'avion présidentiel le 6 avril 1994.

2. Entretien avec le général Rosier.

L'autre grand problème étant celui de l'encadrement, un plan est mis au point pour recycler les unités des FAR par rotation et ce fut la confirmation de la tâche précédemment confiée au DAMI. La promotion d'officiers de valeur est également encouragée pour suppléer aux défaillances de nombre d'officiers notoirement incompetents. Courant juillet, pour redonner confiance aux FAR, le colonel Rosier suggère au colonel Nsabimana de lancer une contre-offensive limitée dans le secteur de Byumba, avec concentration des feux, appui par les canons de 105, et engagement d'une réserve. Les résultats de cette contre-attaque sont décevants :

« Le jour J, tout se passe bien du matin (après le casse-croûte) jusqu'à midi (heure de la soupe).

Dès lors, l'élan est brisé sous prétexte d'un manque de munitions. Il est des pesanteurs quasiment invincibles ! J'en tire la conclusion que tout terrain perdu devient irrécupérable et que, si nous partons, le pire est à craindre sur le plan militaire. Les FAR subissent en effet la guerre plus qu'elles ne la mènent. Le dispositif demeure désespérément figé malgré mes conseils. Je dois imposer de ne pas disperser les batteries sur tout le front. Et je sens bien que l'idée d'éléments de réserve, même si elle est poliment accueillie, a du mal à s'imposer¹. »

À la décharge des FAR, il importe de prendre en compte la largeur du front, la nature tourmentée du terrain et l'initiative offensive de l'APR prenant appui sur l'Ouganda. Tous ces éléments qui sont autant de facteurs dévoreurs d'hommes sur la ligne des contacts ont de grandes conséquences sur le moral de l'armée gouvernementale. Sans oublier le manque de cohésion d'une armée à recrutement récent, minée par le chaos politique et les clivages régionaux. Face à elle les volontaires de l'APR sont au contraire fortement motivés et dans leur grande majorité ce sont des soldats aguerris qui ont été formés au sein de l'armée ougandaise. Opposée au « vaincre ou mourir » de l'APR, la motivation des FAR n'était pas évidente.

Négociations et durcissement

Pendant que l'APR attaquait à Byumba, sa branche politique, le FPR, négociait à Paris. Les Tutsi qui avaient donc « deux fers au feu » étaient les

1. Entretien avec le général Rosier.